le stéphanais

199 26 FÉVRIER - 19 MARS 2015

JOURNAL D'INFORMATIONS DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Les voix des cantons p. 4
Les 22 et 29 mars, les élections cantonales deviennent départementales et les conseillers se font élire par binômes.

Destruction d'emplois p. 7
Le groupe finlandais UPM projette de licencier 196 salariés de l'usine de papier Chapelle Darblay, à Grand-Couronne. La CGT se mobilise vent debout.

L'actu des ados p. 18
La rédaction du *Stéphanais* prépare la sortie d'un supplément jeunesse axé sur l'actualité et l'éducation à l'image.

Le grand virage

Avec plus de 10 % des actifs au chômage, Pôle emploi concentre ses efforts sur ceux qui ont le plus besoin d'être aidés. Mais une partie des inscrits, ballottés entre emploi et chômage, échappe aux radars… **p. 10 à 13**

En images

EN COURSE

Dans la foulée

La course René-Pajot qui s'est déroulée le 8 février dans la forêt du Madrillet a rassemblé 214 participants venus de six clubs de la région rouennaise. Cette compétition constituait la dernière épreuve du challenge inter cross de la Seine qui a été remporté pour la troisième année consécutive par le Running club stéphanais.

FUTSAL

L'ASMCB en 16e de finale de la coupe de France

L'équipe de futsal seniors du club de football de l'ASMCB poursuit son beau parcours en coupe de France. Elle affrontera Nantes samedi 28 février. La rencontre se déroulera à 16 heures au complexe sportif Germinal, rue d'Anderten, à Oissel.

TRAVAUX

D'est en ouest

Les travaux d'isolation et de rénovation entrepris à l'école élémentaire Jean-Macé sur l'aile Est du bâtiment se poursuivront à partir des vacances de février sur l'aile Ouest et se dérouleront jusqu'aux vacances d'été. Durant cette période, le pédibus sera maintenu vers l'école Henri-Wallon. L'école Jean-Macé retrouvera son fonctionnement habituel pour la rentrée scolaire 2015.

SOCIAL

Les grands papiers

Mardi 17 février, tandis qu'à l'Assemblée nationale, le projet de loi Macron était adopté à grand renfort de l'article 49-3, plus d'un millier de manifestants battaient le pavé à Rouen. À l'appel des unions locales CGT de Seine-Maritime, les salariés de la papeterie Chapelle Darblay à Grand-Couronne, du Grand port maritime de Rouen mais aussi les anciens de Petroplus et de Mory Ducros ont exprimé leur colère et leur inquiétude alors que 18 000 emplois sont menacés en Seine-Maritime.

PHOTO : J. L.

LOGEMENT

Bienvenue au logis

Le 14 février, la métamorphose du quartier des Cateliers a franchi une nouvelle étape avec la livraison d'un programme mixte de 80 logements locatifs, individuels et collectifs, porté par le bailleur social Logiseine et la pose de la première pierre de la résidence de l'Orée des Rouvres réalisée par Nexity immobilier résidentiel Normandie.

EXPOSITION

Veines artistiques

Georgette Cosson-Fossé fait partie des artistes stéphanais, peintres, dessinateurs ou sculpteurs, qui exposeront leurs œuvres à partir du 13 mars au centre socioculturel Jean-Prévost. Une occasion privilégiée de toucher un large public, de faire naître des vocations et pourquoi pas de faire émerger de nouvelles sources d'inspirations.

RENDEZ-VOUS Du 13 mars au 15 avril au centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66. Vernissage vendredi 13 mars à 18 heures.

À MON AVIS

Pôle emploi, un service public utile

Pôle emploi est devenu trop souvent un lieu d'incompréhension, voire de tension pour les agents et les personnes en demande de solution. Ils sont ensemble soumis à l'énorme pression que met le patronat sur le marché du travail.

Quand, en ce moment même, des cheminots, des papetiers se mobilisent pour démontrer que leur outil de travail est utile et performant, que leurs emplois peuvent être consolidés et que c'est l'intérêt général, ils ne rencontrent que mépris et refus de négocier du patronat.

Pour augmenter la marge de profit des actionnaires, les salariés sont « la variable d'ajustement » comme disent certains : concrètement des travailleurs dont on rompt le contrat de travail et que Pôle emploi ne cesse de gérer, toujours plus nombreux, à coups de CDD de 3 à 6 mois, d'intérim d'une semaine à quinze jours, de stages incertains.

Pôle emploi est un service public utile et, pour cela, il faut aussi que le gouvernement réunisse les conditions d'une relance économique, par les salaires et la consommation des ménages, redonnant enfin des perspectives d'insertion professionnelle durable.

Hubert Wulfranc
Maire, conseiller général

Directeur de la publication : Jérôme Gosselin. **Directrice de l'information et de la communication :** Sandrine Gossent. **Réalisation :** service municipal d'information et de communication. Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex. **Conception graphique :** L'ATELIER de communication. **Mise en page :** Aurélie Mailly. **Rédaction :** Fabrice Chillet, Stéphane Nappez. **Infographie :** Gayanée Beyréziat. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. **Photographes :** Éric Bénard (E. B.), Marie-Hélène Labat (M.-H. L.), Jérôme Lallier (J. L.), Loïc Seron (L. S.) **Distribution :** Claude Allain. **Tirage :** 15 000 exemplaires. **Imprimerie : ETC** 02 35 95 06 00.

POLITIQUE DE LA VILLE

Priorité aux citoyens

L'État vient d'ouvrir un nouveau chapitre de sa politique de la ville en désignant 1 300 quartiers prioritaires. Afin d'améliorer le cadre de vie et la cohésion sociale de ces quartiers, les habitants ont été invités à s'investir au sein de conseils citoyens. Trois ont vu le jour à Saint-Étienne-du-Rouvray.

Les coulisses de l'info

Malgré des besoins réels et les espoirs qu'elle fondait dans la nouvelle politique de la ville, la commune n'a pas été retenue par l'État au titre des projets d'intérêt national. Invités à s'investir pour faire évoluer leur quartier, dans quel état d'esprit se trouvent les membres des conseils citoyens nouvellement installés ?

Le 3 février, ils étaient des pionniers. Les 26 habitants volontaires et acteurs de terrain du conseil citoyen du Château blanc ont été les premiers du pays (selon la préfecture) à se réunir, comme l'exigent les nouvelles règles de la politique de la ville, suivis de près par ceux des quartiers Thorez-Grimau et Hartmann-La Houssière. Désormais, l'État mise pleinement sur la participation citoyenne pour tenter de faire bouger les lignes dans les quartiers où les habitants subissent le plus d'inégalités.

Depuis quarante ans maintenant, les gouvernements successifs mettent en œuvre de grands plans censés redynamiser les secteurs urbains cumulant les difficultés. Afin d'y voir plus clair, une infographie animée (à voir sur saintetiennedurouvray.fr) retrace les phases successives de la politique de la ville à Saint-Étienne-du-Rouvray. Depuis les années 1970 jusqu'à la loi du 21 février 2014, précisant les contours d'une nouvelle « géographie prioritaire », l'animation déroule pourquoi et comment l'État a choisi de recentrer ses moyens sur 1 300 quartiers en France et 7 280 Stéphanais (lire le chiffre ci-contre).

La politique de la ville n'est toutefois pas une nouveauté sur la commune. Des actions visant à lutter contre les inégalités sociales sont engagées depuis des décennies, même si, « *malgré les efforts, les quartiers sont toujours dans le rouge*, regrette le maire Hubert Wulfranc, *voire les indicateurs ont parfois viré à l'écarlate* ».

Plus qu'ailleurs dans la métropole, les quartiers prioritaires stéphanais continuent de cumuler les difficultés sociales. « *Les choses se stabilisent là où nous pouvions agir mais il reste beaucoup à faire* », pointe Marie-Pierre Rodriguez, responsable du développement social à la Ville.

« Ça donne des résultats »

La non-réduction des inégalités n'est cependant pas spécifique à Saint-Étienne-du-Rouvray. Elle pourrait être imputable à des phénomènes plus globaux, liés notamment au non-respect par certaines Villes de la

Trente Stéphanais répartis sur trois conseils citoyens se sont portés volontaires, aux côtés d'acteurs locaux pour co-construire l'action du contrat de ville qui sera signé avant l'été.
PHOTOS : J. L.

FINANCEMENT

Rattrapage régional

Contrairement aux attentes formulées dans *Le Stéphanais* n° 189, les quartiers stéphanais de la nouvelle géographie prioritaire n'ont pas été retenus parmi les 200 déclarés « d'intérêt national ».
Saint-Étienne-du-Rouvray ne bénéficiera donc pas d'une partie des 5 milliards d'euros du nouveau programme de renouvellement urbain 2014-2024.
Une deuxième tranche de financement pour les quartiers « d'intérêt régional » reste néanmoins disponible à l'échelle haut-normande. Cette enveloppe de 24 millions d'euros devrait bénéficier à quatre ou cinq projets en région, dont les deux tiers seront versés sous forme de subventions aux collectivités et un tiers aux bailleurs sociaux sous forme de prêts bonifiés (taux bas et échéance longue). Les projets retenus seront connus entre mars et juin.

loi qui impose 20 % de logements sociaux. Ces dernières se déchargeant des questions de solidarité sur les autres, souvent moins riches…
Malgré cela, pointe Driss Lakouadsi, membre du conseil citoyen du Château blanc et vice-président de l'association de soutien scolaire La Passerelle, « *beaucoup de choses ont changé en bien dans le quartier* ». Comme lui, Badra Belmiloud, représentante de parents d'élève et membre du même conseil, attend beaucoup de cette co-construction. « *Ça donne des résultats quand les citoyens prennent les choses en main*, se réjouit-elle. *Les élus ne voient pas tout.* »
Il faudra cependant attendre 2016 pour que les conseils citoyens entrent pleinement en action, prévient Marie-Pierre Rodriguez. « *2015 sera une année de transition. Les conseils vont découvrir les différents acteurs et dispositifs de la politique de la ville et il faudra attendre la signature du contrat de ville, peu avant l'été, pour entrer dans le vif du sujet.* »

7 280

Trois quartiers stéphanais sont concernés par la nouvelle géographie prioritaire : Château blanc, Thorez-Grimau, Hartmann-La Houssière. Ils regroupent 7 280 habitants. Un quatrième quartier est à cheval sur la commune et Sotteville-lès-Rouen et compte 2110 habitants, il s'agit du quartier Buisson-Gallouen. Ces périmètres ont été définis sur la base unique du revenu des habitants. À l'échelle de la Métropole Rouen Normandie, 16 quartiers, rassemblant 46 000 habitants, vont bénéficier de moyens financiers renforcés de la part de l'État, des collectivités locales et de différents autres partenaires (Caf, Carsat…).

En trois minutes douze, cette infographie animée permet de comprendre l'historique et les enjeux de la nouvelle politique de la ville sur la commune. À voir sur saintetiennedurouvray.fr, rubrique « Lire, voir, écouter » depuis la page d'accueil.

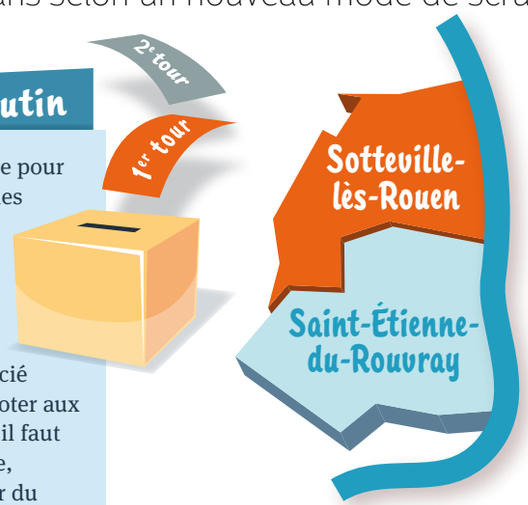
ÉLECTIONS

Du neuf dans les cantons

Les 22 et 29 mars 2015, les électeurs désigneront leurs conseillers départementaux pour six ans selon un nouveau mode de scrutin.

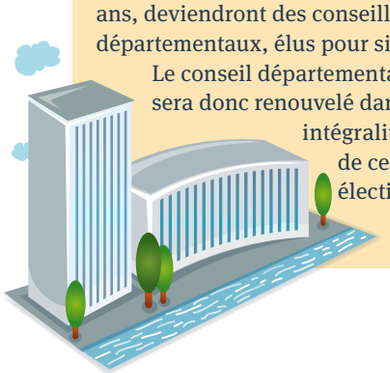
1 Un nouveau scrutin

Pour la première fois, le vote pour les élections départementales se déroulera suivant un scrutin binominal paritaire à deux tours. Les candidats se présenteront par binôme, un homme et une femme, associé à deux remplaçants. Pour voter aux élections départementales, il faut être de nationalité française, âgé de 18 ans révolus le jour du scrutin, jouir de ses droits civils et politiques et être inscrit sur une liste électorale.



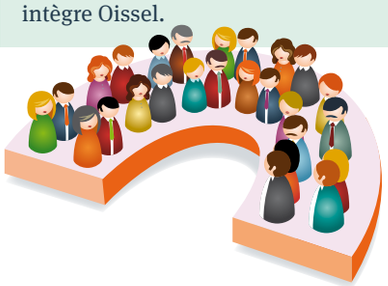
2 Un nouveau conseil départemental

À l'occasion de ces élections départementales 2015, le conseil général changera de nom et deviendra le conseil départemental. De la même manière, les conseillers généraux, autrefois renouvelés par moitié tous les trois ans, deviendront des conseillers départementaux, élus pour six ans. Le conseil départemental sera donc renouvelé dans son intégralité lors de ces élections.



3 Un nouveau découpage cantonal

Pour cette élection, une nouvelle délimitation des cantons sera à l'œuvre. Elle s'appuie sur le décret du 4 février 2015 authentifiant les chiffres des populations municipales. En Seine-Maritime, la nouvelle carte prévoit un passage de 69 à 35 cantons représentés par deux élus, soit 70 conseillers départementaux. En fonction de leur lieu de résidence et suite au découpage modifié par décret de la ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, les Stéphanais voteront soit pour le canton de Sotteville-lès-Rouen qui comprend aussi une partie du Petit-Quevilly et de Saint-Étienne-du-Rouvray, soit pour le canton de Saint-Étienne-du-Rouvray qui intègre Oissel.



4 L'avenir des départements

La loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe) prend en compte l'élargissement des périmètres des Régions et le renforcement du poids des intercommunalités. Le sort des conseils départementaux peut sembler incertain en particulier concernant leurs compétences. Le conseil départemental de Seine-Maritime a prévu de transférer à la Métropole trois musées départementaux et 700 km de routes départementales. En attendant l'application d'autres réformes, le budget du conseil départemental voté en 2015 s'appuie sur quatre compétences majeures.

- **Le social :** le RSA, les personnes âgées, les centres médico-sociaux, le handicap, l'enfance et la famille.
- **L'emploi et l'aménagement du territoire :** action économique, tourisme, port et transports.
- **L'égalité des droits :** les collèges, les transports scolaires, la culture, la jeunesse et les sports.
- **La qualité de vie :** les routes et les bacs, la qualité de l'eau, l'environnement.

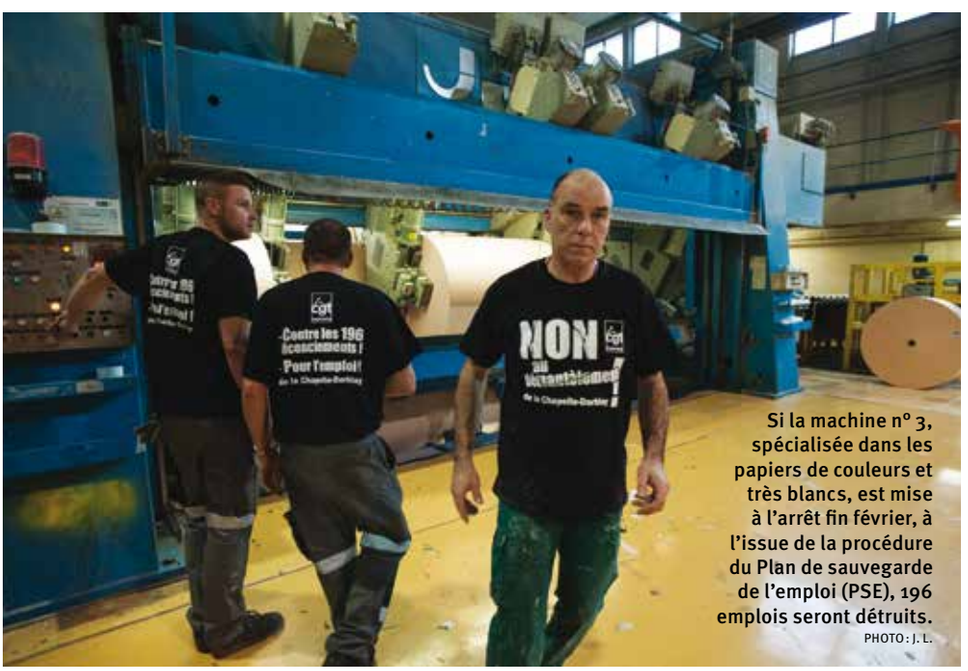
5 À chacun son bureau et son canton

À l'occasion des élections départementales 2015, certain(e)s Stéphanais(es) changeront de bureau de vote et/ou de canton. De nouvelles cartes d'électeur seront adressées à celles et ceux qui changent de bureau de vote et aux nouveaux inscrits sur les listes électorales. Les personnes inscrites sur les bureaux 8, 9, 11, 16 et 17 voteront dorénavant pour le canton de Saint-Étienne-du-Rouvray. Une carte intéractive permet d'accéder au détail des cantons. www.seinemaritime.fr/cg76-2012/cantons.php

INDUSTRIE

Licencier pour gagner plus…

Le groupe UPM, qui déclare verser des dividendes « attractifs » à ses actionnaires, s'apprête à détruire la moitié des emplois de Chapelle Darblay, son usine de papier à Grand-Couronne.



Si la machine n° 3, spécialisée dans les papiers de couleurs et très blancs, est mise à l'arrêt fin février, à l'issue de la procédure du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), 196 emplois seront détruits.
PHOTO : J. L.

LA DEMANDE MONDIALE DE PAPIER SERAIT EN BAISSE « *une tendance lourde depuis 2005* », assure Jean Kubiak, le directeur de l'usine Chapelle Darblay. Cette raison, ajoutée à celle d'une machine n° 3, « *trop petite et nécessitant autant d'opérateurs qu'une grande* », justifierait son arrêt définitif et le licenciement de 196 salariés sur les 360 qui font tourner le site jour et nuit.

Jean-François Gabala et Gérard Sénécal, secrétaire du comité d'entreprise et secrétaire général CGT de l'usine, ont toutefois une autre vision des choses. « *En 2013, le site a engrangé entre 5 et 6 millions d'euros de bénéfices. Mais ce n'est pas assez,* lancent les deux syndicalistes, *il leur faut une rentabilité à deux chiffres*. »

Les seules infos que laisse filtrer UPM à l'échelle du groupe multinational sont celles de son site internet, adressées aux actionnaires dans des communiqués boursiers dont l'un se flatte, en date du 3 février, d'« une forte dynamique de croissance et [d']un bilan plus solide que jamais ».

La machine n° 3 est pourtant aussi solide que le bilan du groupe. « *Elle est fiable et loin d'être obsolète.* » Les deux syndicalistes évoquent un investissement de deux millions d'euros consenti par le groupe en juin 2014… soit quelques mois seulement avant que ce dernier ne décide, d'un trait de plume, d'en finir avec les 9 328 tonnes de papier journal de haute qualité qu'elle expédie annuellement dans le monde entier.

« Logique boursière »

Le groupe finlandais est un grand habitué de cette « logique boursière » dénoncée par la CGT. En dix ans, il a détruit 10 000 emplois, tout en maintenant son chiffre d'affaires annuel de 10 milliards d'euros. ■

GALA Samedi 14 mars, à 20 h 30, un gala de solidarité pour les « PapChap » est organisé au centre de loisirs Charlie-Chaplin d'Oissel.

MÉTROPOLE

Un budget en demi-teinte

PHOTO : J. L.

Premier conseil, premier budget. Le 9 février 2015, la Métropole a voté l'acte fondateur de sa mandature. Et pourtant, c'est sans grand enthousiasme qu'Yvon Robert, au nom du groupe socialiste, a présenté un rapport en demi-teinte, marqué du sceau des baisses de dotations de l'État. Car si le budget 2015 est effectivement plus élevé et atteint 700 M €, l'augmentation n'est au final que de 40 M €, « *un moindre moins* » comme l'a souligné le premier adjoint de la Ville, Joachim Moyse (photo).

Le président de la Métropole Frédéric Sanchez peut néanmoins se satisfaire d'avoir réussi à rassembler une majorité qui intègre à la fois les élus du Parti socialiste, du Front de gauche, d'Europe écologie les Verts et du groupe des Sans étiquette. Un accord consenti du bout des lèvres, chacun avec ses réserves. Cyrille Moreau, au nom du groupe des écologistes, a souligné « *l'importance d'associer les acteurs du bloc communal et la population pour asseoir une vraie légitimité de la Métropole* ». Joachim Moyse, pour les élus du Front de gauche, a souhaité que la collectivité s'attache à « *consolider son autofinancement sans toucher à la fiscalité des ménages* », en particulier sur le volet de la taxe d'habitation.

Sur le fond, suite au transfert de compétence voirie à la Métropole, les transports et la mobilité passent désormais en tête des postes d'investissement devant l'eau et l'assainissement, le développement économique, le tourisme et la culture.

CONFÉRENCE

Un maximum de minimalisme

PHOTO : M-H. L.

Philip Glass, Steve Reich, Terry Riley font partie des compositeurs associés à un courant musical qualifié de minimaliste. Une étiquette certes revendiquée mais qui demeure réductrice à bien des égards. « *Si le matériau est effectivement minimaliste, basé sur des répétitions de cellules musicales, il permet néanmoins de développer des variations aussi bien mélodiques que rythmiques* », précise d'emblée Emmanuelle Bobée (photo), professeure au conservatoire, qui animera samedi 14 mars une conférence sur ce sujet.

Loin d'être restreinte à l'univers des musiques dites « savantes », cette école musicale née aux États-Unis dans les années 1960 n'a eu de cesse de constituer un terreau fertile pour de nombreux autres genres comme le rock progressif avec Mike Oldfiled, l'électro avec Kraftwerk ou encore la techno. Mais plus encore, c'est la musique de film qui s'est renouvelée ces dernières années en puisant à la source des minimalistes. « *En fait, le public est initié à ce genre, sans le savoir. Les spectateurs des films* The Hours, The Truman show, Kundun *ou encore* La Leçon de piano *ont déjà pu apprécier cette musique qui reste accessible à tous.* »

À l'appui de sa démonstration, Emmanuelle Bobée proposera de nombreux extraits sonores et sera elle-même au clavier pour décomposer *de visu* les processus de composition, en deux temps, trois mouvements.

PRATIQUE Deux temps, trois mouvements, samedi 14 mars, à 11 heures, espace Georges-Déziré, salle Leonard-Bernstein. Entrée libre. Renseignements et réservations au 02 35 02 76 89.

DANSE

Pas à pas

Entre répétitions et révisions, l'emploi du temps des élèves de la classe à horaires aménagées danse du collège Louise-Michel ne manque pas de densité.

L'option Chad implique six heures de cours supplémentaires pour les élèves dont quatre heures réservées à la danse classique et contemporaine.
PHOTO : E. B.

TROIS FOIS PAR SEMAINE, LES CINQ ÉLÈVES DE LA CLASSE À HORAIRES AMÉNAGÉS DANSE DU COLLÈGE LOUISE-MICHEL se retrouvent dans un univers à part où le corps et la musique ne font plus qu'un. Laurent Grente fait partie des anciens. Il a intégré la Chad dès le CE2 à l'école Joliot-Curie 1. « *À l'époque, j'étais un grand fan de Michael Jackson. Et puis, j'ai vu un poster d'une danseuse en arabesque. Ce jour-là, j'ai décidé d'apprendre à danser. Aujourd'hui encore, je préfère le classique, c'est plus gracieux.* » À deux pas, Enseme Ben Haissin ne cache pas sa préférence pour le contemporain. « *Je me sens plus libre de mes mouvements.* » Les dernières recrues ont rejoint la troupe à la rentrée de sixième avec leurs propres influences liées au hip-hop ou au modern jazz. Dans une ambiance à la fois studieuse et joyeuse, la forme physique et la créativité des jeunes danseurs ne cessent d'être sollicitées et évaluées tout au long de l'année. Prochainement, sur la liste des devoirs à réaliser, une chorégraphie personnelle intégrant un objet. À chacun selon son inspiration. Pour Lilou Varin, ce sera une écharpe avec laquelle elle essaye « *d'incarner une araignée* ». Hekma Ben Aoun a choisi une peluche avec laquelle elle tente d'évoquer un dialogue. Laurent Grente a opté pour une chaussure et il explore « *les manières les plus élégantes de la manipuler* ».

Le plein de création

Pour encadrer toute cette énergie, cinq enseignants se relaient durant toute la semaine au sein du conservatoire et du collège Louise-Michel. Entre pratique et théorie, l'enseignement de la danse s'associe à une formation musicale et à une formation sur le fonctionnement spécifique du corps pour la danse. De sorte que les élèves de la Chad réalisent l'accord parfait entre un corps bien fait et une tête bien pleine. ■

INSCRIPTIONS Chad de 6e et de 5e au collège Louise-Michel et à Joliot-Curie 1 et 2, du CE2 au CM2, jusqu'au 24 avril. Les tests d'admission auront lieu le 11 mai pour tout le monde. Renseignements au 02 35 02 76 89.

SONDE

Voyage en ballon

Vendredi 13 février : jour J pour neuf étudiants de l'Ésigelec qui envoient un ballon-sonde dans les airs, avec à son bord, le fruit d'une année et demie de travail.

CE N'EST PAS UN ASTRONAUTE QU'ON S'APPRÊTE À LARGUER DANS L'ESPACE mais un ballon-sonde à 30 km au-dessus de nos têtes, depuis le terrain de foot du parc Youri-Gagarine. Un projet de fin d'étude déjà bien ambitieux pour les neuf étudiants de l'Ésigelec qui y travaillent d'arrache-pied depuis plus d'un an.

« *En fait, le lâcher de ballon-sonde est une pratique assez courante : plus d'une trentaine s'envolent ainsi chaque année rien qu'en France !* » explique Yann Duchemin, le commanditaire du projet et enseignant à l'Ésigelec. Très utilisés en météorologie notamment, ils ont à leur bord divers instruments de mesure propres à chaque mission. « *Ici, le projet consistait, en partenariat avec l'association Planète Sciences et le Cnes, à étudier la fiabilité des outils électroniques en haute altitude* », précise Yann Duchemin.

Les étudiants de l'Ésigelec ont travaillé sur le ballon-sonde pendant un an et demi. Il a pour but d'étudier la fiabilité des outils électroniques en haute altitude.
PHOTO : M-H. L.

Un petit colis de 2,5 kg

Au final, un petit colis de 2,5 kg bourré de capteurs de pression, de température, de radiations et qui ne s'expédie pas si facilement ! « *Il faut une autorisation spécifique de l'aviation civile* », confirme l'un des étudiants, Arnaud Janson de Couët. Autorisation valable uniquement ce vendredi évidemment… Aussi l'équipe scrute-t-elle avec anxiété le vent qui pourrait compromettre le lancement. Puis, entre deux rafales, voilà le ballon finalement parti. Le voyage durera trois heures, le temps de monter, d'exploser et de redescendre grâce au parachute intégré dans le dispositif. Mais où ? Un traceur GPS embarqué devait permettre de le localiser mais cette fois le retour ne fonctionne pas. Les étudiants ne pourront dès lors compter que sur la bonne volonté d'un promeneur. Heureusement, l'essentiel des informations a déjà été transmis à distance et sauvegardé dans l'ordinateur. Quelque 9 000 lignes de données par capteur qu'il reste à déchiffrer.

THÉÂTRE

Jeu de miroirs

Depuis deux ans, *Miroir d'Elles*, le dernier spectacle de Marie-Laure Favry, tourne à Rouen, à Paris,et il fera escale jeudi 12 mars à l'espace Georges-Déziré. Seule en scène, la comédienne rouennaise parle de destins de femmes, à travers les textes de sept auteurs contemporains. De femmes pressées, excentriques ou silencieuses, de femmes seules, de mères en détresse… Des témoignages tendres, drôles ou tragiques, qui se répondent étrangement. « *Elles ont toutes à voir avec chacun de nous !* » souligne la comédienne. Femmes ou hommes d'ailleurs car le spectacle s'adresse tout autant à la gent masculine. Et la tournée n'est pas terminée puisque *Miroir d'Elles* sera également à l'affiche du prochain festival Off d'Avignon.

INFOS Jeudi 12 mars, à 19 heures, espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements et réservations dans les bibliothèques municipales ou au 02 32 95 83 68.

L'antenne Pôle emploi de la rue Abel-Gance sera agrandie d'ici la rentrée prochaine. Ses locaux seront réaménagés sur le modèle de celle du Grand-Quevilly (photo).
PHOTO : E. B.

Pôle emploi change de stratégie

Alors qu'un demandeur d'emploi sur deux pourrait bientôt être un chômeur de longue durée, le gouvernement dévoile son projet pour 2020. Les plus éloignés de l'emploi seront la priorité... Cette stratégie est-elle adaptée en période de chômage de masse ?

La fusion ASSEDIC/ANPE de 2008 ne s'est pas faite sans douleurs. Moins de trois années après, le syndicat majoritaire chez Pôle emploi au niveau national, la CFDT, éditait un livre noir intitulé « Pôle emploi, malaise des deux côtés du guichet ». Le portrait était au vitriol. On y pointait les multiples dysfonctionnements d'une « machine administrative et bureaucratique qui se soucie peu des personnes [et qui] ne risque pas de remplir sa mission d'aide au retour à l'emploi ».
En novembre 2014, alors qu'on pouvait penser que la fusion avait été digérée, sortait un film documentaire de Nora Philippe, intitulé *Pôle emploi, ne quittez pas*, issu d'un tournage de plusieurs mois dans une antenne de Seine-Saint-Denis, en 2013. On y voit des conseillers et des chômeurs en prise avec une bureaucratie à la limite de l'absurde.
Alors, qu'en est-il aujourd'hui de l'agence nationale, quelques semaines après que le ministre du Travail, François Rebsamen, a annoncé le projet stratégique de Pôle emploi pour les cinq prochaines années ?

Concentrer les efforts

Les mesures annoncées par le ministre visent à « *personnaliser le suivi en fonction de l'éloignement de l'emploi* », décrypte Sébastien

Les coulisses de l'info

En septembre, le ministre du Travail François Rebsamen invitait Pôle emploi à « renforcer les contrôles » sur les chômeurs. Doutant qu'il y ait 5,2 millions de fraudeurs en France, nous avons voulu comprendre la stratégie de Pôle emploi.

▲ Une centaine d'agents travaille sur la plateforme Pôle emploi de la rue Ernest-Renan depuis leur installation en mars 2013. Vingt-deux répondent annuellement aux 250 000 appels du 3949 haut-normand (autant est dispatché sur les agences) ; 11 sont affectés au 3995, le numéro des employeurs.
PHOTO : E. B.

Ducray, le directeur de l'agence stéphanaise. Quatre catégories ont ainsi été définies, du plus proche au plus éloigné d'un hypothétique retour à l'emploi. Les chômeurs les plus autonomes sont simplement « suivis » ou « guidés » et les plus en difficultés sont « renforcés », voire « en accompagnement global » lorsque la situation nécessite un travail social en amont de la recherche d'emploi. Mettre le paquet sur les demandeurs qui en ont le plus besoin, la logique semble s'imposer, d'autant qu'« *à budget constant, on ne va pas pouvoir s'occuper de tout le monde*, ironise Roger Smadja, président de la section havraise du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP). *Mieux vaut donc avoir des priorités que de faire du saupoudrage* ». « *S'ils ont les outils et les savoir-faire,* se défend pour sa part le directeur de l'antenne stéphanaise, *les demandeurs n'ont pas forcément besoin d'être accompagnés.* »

Un « tri » pas si facile

Mais alors, dans un contexte de chômage de masse qui n'épargne personne, comment repérer ceux qui auront plus besoin que les autres du travail d'un conseiller ? En créant un « entretien de situation », annonce le ministre. « *On part de l'hypothèse que le conseiller est le plus à même d'évaluer la distance à l'emploi,* plaide Thierry Lemerle, directeur régional de Pôle emploi. *Les gens se livrent assez facilement à leur conseiller.* » Moins de bureaucratie, davantage de confiance dans les compétences des conseillers, les agents Pôle emploi s'en réjouissent. Mais voilà, « *on n'est pas tous d'accord sur les critères pour trier les demandeurs* », nuance Nathalie*, conseillère en agence. Sa collègue Paule*, quant à elle syndiquée, voit ce tri avec davantage de méfiance. Selon elle, il ne faudrait pas moduler l'accompagnement en fonction du profil du demandeur mais le réévaluer à chaque moment du parcours de sa recherche d'emploi. Ce que la théorie n'interdit certes pas mais qui, semble-t-il, n'est pas vraiment possible dans les faits. Une fois le chômeur rangé dans une catégorie, prévient la conseillère, « *il devient très difficile de l'en changer* ».

La machine bureaucratique, pour donner davantage d'autonomie aux conseillers, continue donc de peser sur le travail quotidien des agences. « *On est tout le temps obligés de contourner les procédures,* avoue Paule. *Rien n'est prévu, par exemple, pour dispenser un demandeur de venir à une convocation lorsqu'elle tombe un jour où il travaille…* »

Autre point important de la nouvelle stratégie de Pôle emploi, dont la Haute-Normandie est pilote parmi six autres régions, celui du « 100 % web ». Pour le moment, seuls 1 800 demandeurs d'emploi ont fait le choix de ce dispositif digital sur la Haute-Normandie (13 000 sur les sept zones pilotes), détaille Gwenaël Jahier, le directeur de la plateforme de la rue Ernest-Renan, à Saint-Étienne-du-Rouvray.

Chômeurs à distance

Les demandeurs qui optent pour l'option « 100 % web » peuvent ainsi s'entretenir avec leur conseiller depuis chez eux, en visio-conférence ou par *chat*. « *Le taux de présentéisme des demandeurs est de 9 sur 10 en visio, contre 6 sur 10 en agence* », se félicite Gwenaël Jahier.

Quant à savoir si cette formule du tout-numérique donne des résultats en termes de retour à l'emploi… « *Cela donne des choses intéressantes* », se contente de dire le directeur, préférant ne pas communiquer sur le sujet pour le moment. Ce dernier pointe néanmoins que les inscrits au « 100 % web » ne sont pas forcément des geeks fondus d'informatique mais qu'ils ont « *le même profil qu'en agence* ». Certains sont même, assure-t-il, des néophytes de l'internet.

Si la plateforme Renan déploie des services en ligne, force est toutefois de constater que, sans peut-être aller jusqu'à parler de « déshumanisation » à l'instar du syndicat SNU-FSU, lors du comité central d'entreprise du 9 juillet 2014, Pôle emploi tend de manière générale à maintenir le chômeur « *à distance* », comme le regrette Paule. Les conseillers en agence n'ont en effet ni de ligne téléphonique ni de mail entrants, les demandeurs qu'ils suivent doivent passer par le 3949 s'ils souhaitent les rencontrer ou demander un conseil. Quant à ce même 3949, il n'est maintenant plus accessible à partir des agences depuis la fin de l'année dernière… ■

***Les prénoms ont été changés.**

La nébuleuse des précaires

Le pays subit un taux de chômage supérieur à 8 % depuis des décennies. Un des effets de ce chômage de masse est l'apparition d'actifs durablement ballottés entre emploi et chômage… Peu ciblés par Pôle emploi, leur nombre est pourtant en progression constante.

Ils appartiennent aux catégories B et C des demandeurs d'emploi, ceux qui ont travaillé plus ou moins de 78 heures dans le mois. Ils sont 1,7 million selon les derniers chiffres de l'Unedic mais on ne parle guère d'eux : politiques et commentateurs se focalisent sur les A, les 3,5 millions de chômeurs indemnisés n'ayant déclaré aucune activité dans le mois. Ces B et C, qui cumulent donc un salaire et une allocation-chômage, sont « *dans un entre-deux qui est devenu une nouvelle façon de répondre au chômage de masse* », pointe Didier Demazière (lire interview). Ni tout à fait dans l'emploi, ni vraiment dans les chiffres médiatisés du chômage, leur nombre continue pourtant de progresser. Un document Unedic de janvier met cette progression « en lien avec l'évolution du marché du travail, l'utilisation plus intense de l'intérim, du travail à temps partiel et des CDD courts ». Les moins de 30 ans sont les plus touchés, comme le constate Serge Soares, le responsable de la Maison sur l'information, l'emploi et la formation (Mief). « *L'inconfort et l'instabilité font partie du monde des jeunes. La norme a changé, les gens sont habitués au travail en pointillé.* »

Système D

Le regard des autres est aussi un élément à prendre en compte dans cet inconfort qui est devenu le lot de millions de jeunes actifs. Une note publiée par le Crédoc en septembre pointait ainsi que « depuis 2008, l'opinion porte un regard plus sévère sur les chômeurs ». Un constat à froid que Pierre-Édouard Magnan, délégué général du Mouvement national des chômeurs et précaires, pousse plus loin : « *On nie aux chômeurs leur qualité de citoyen en leur imposant plus de règles qu'aux autres et moins de droits.* »

Moins de compassion, plus de devoirs pour les privés d'emploi et des « classes moyennes [qui] sont aujourd'hui confrontées à des difficultés qu'elles pensaient réservées aux plus modestes. » Dans le même temps, l'idée que la redistribution des richesses vers les plus modestes est « *assez ou trop élevée en France* » fait son chemin. De quoi renforcer encore un peu plus l'inconfort des travailleurs précaires. L'intermittence durable de cet entre-deux qui n'est ni l'emploi ni le chômage les pousse parfois à renoncer à leurs droits, à l'image de Jamal*, intérimaire dans le bâtiment, qui ne vient plus guère à l'agence stéphanaise

Si Pôle emploi prévoit de doubler le nombre de demandeurs en « accompagnement intensif » (catégories « renforcé » et « global »), passant de 230 000 aujourd'hui à 460 000 en 2017, peu de choses sont proposées à ceux qui évoluent dans la « nébuleuse de précarité », qui représente pourtant 30 % des chômeurs stéphanais…
PHOTO : E. B.

PAPERASSE

Vers moins de formalités

À partir de 2016, les demandeurs d'emploi n'auront plus aucune pièce à fournir lors de la constitution de leur dossier d'allocation, car Pôle emploi sera connecté à la Déclaration sociale nominative (DSN). À cette date, tous les employeurs seront en effet soumis à la DSN qui rassemblera l'ensemble des formalités administratives adressées par les entreprises aux organismes de protection sociale.

La plateforme Renan est l'un des sept sites nationaux où est expérimenté le 100 % web et les visio-conférences avec les demandeurs d'emploi. Elle s'occupe également des « salons en ligne » où demandeurs et employeurs peuvent se rencontrer sur internet (salonenligne.pole-emploi.fr).
PHOTO : E. B.

de Pôle emploi que pour imprimer son CV. « *Je ne suis plus inscrit, je me débrouille tout seul pour trouver du boulot. Je fais confiance à mon réseau d'amis, ils ont des boîtes dans le bâtiment.* »

Alors qu'il pourrait bénéficier d'une allocation lorsqu'il ne travaille pas à plein temps, Jamal dit en avoir assez d'être convoqué à des réunions « *qui ne servent à rien* », comme celle, ajoute-t-il, où on voulait lui apprendre à se présenter à un employeur. « *Moi qui travaille depuis des années en intérim,* ironise-t-il, *je sais quand même ce qu'il faut faire ou ne pas faire !* »

Le terme « inconfort », pour qualifier la situation de ces actifs de l'« entre-deux » mais au cœur de la précarité, est toutefois mal choisi. Leur situation relèverait plutôt du cas de conscience, comme l'explique le sociologue Didier Demazière. Pour ce dernier, cette intermittence perpétuelle entre emploi et chômage générerait des stratégies de dissimulation chez le demandeur d'emploi. « *Les chômeurs sont nombreux à maquiller leur CV pour effacer les périodes de chômage, c'est dramatique,* assure-t-il. *Cela met l'individu en situation morale difficile.* »

Personne ne serait ainsi vraiment dupe de ces stratégies de dissimulation mais ceux qui ne voudraient pas s'y plier seraient impitoyablement sanctionnés, sans compter, prévient-il, que « *dissimuler une partie de sa vie à un potentiel futur employeur, c'est bien mal commencer une relation…* »

Mais dans un pays où la solidarité envers les plus modestes n'apparaît plus comme « une idée fédératrice », comme le rapporte pudiquement le Crédoc, ce genre de mensonges risque de tuer dans l'œuf bien des retours à l'emploi… ■

LES CHIFFRES DU CHÔMAGE
4809 inscrits

Avec 10,7 % des actifs, le taux de chômage stéphanais est plus élevé que dans le reste du pays (10,4 %). Il a augmenté de 3 % sur l'année 2014, catégories A, B et C confondues. En décembre, 2 067 chômeurs étaient indemnisés sur la commune, sur un total de 4 809 inscrits, dont 2 984 en catégorie A (n'ayant pas du tout travaillé), 1 459 en B et C (ayant travaillé à temps partiel) et 366 en D et E (dispensés de recherche d'emploi ou en emploi). 94 % sont des ouvriers ou des employés.

INTERVIEW
« Éviter le décrochage social »

Didier Demazière est un sociologue spécialisé dans l'étude du chômage. Il est co-auteur de *Être chômeur à Paris, São Paulo, Tokyo* (Presses de Sciences Po, 2013).

Quel serait l'accompagnement idéal du demandeur d'emploi ?

Il faudrait un accompagnement renforcé pour la plupart, car même ceux supposés employables traversent des phases difficiles. Et comme ils n'obtiennent pas d'aide de Pôle emploi, ils se débrouillent tout seuls. Tout le monde a besoin de discuter de sa situation pour éviter le décrochage social. Les chômeurs que je rencontre rencontrent tous des moments de découragement suite à un entretien qui s'est mal passé. Pôle emploi n'a pas les moyens d'offrir à tout le monde un interlocuteur pour parler des situations d'échec.

Rechercher un emploi lorsqu'il n'y en a pas, n'est-ce pas aussi se mettre en situation d'échec ?

Concentrer ses efforts sur la seule recherche d'emploi, c'est une erreur en période de chômage de masse. Ceux qui ont réussi leur retour à l'emploi disent tous qu'il est impossible de rechercher du boulot tout le temps. Car c'est être tout le temps en situation d'échec. Ils cherchaient le matin et, le reste de la journée, ils s'étaient trouvé une raison de vivre : les enfants, le bénévolat, le bricolage. L'enjeu était de trouver quelque chose qui fait exister et qui, du coup, peut devenir un moteur et une aide à la recherche d'emploi. Accompagner les chômeurs de cette façon est une question centrale, mais ce n'est pas la logique dominante de Pôle emploi.

Élus communistes et républicains

L'adoption sans vote des députés du projet de loi Macron après le passage en force du gouvernement, via la procédure du 49-3, illustre la dérive ultralibérale du gouvernement socialiste à la tête du pays. Le Premier ministre a été dans l'incapacité de convaincre l'ensemble des députés se revendiquant de gauche, que le travail du dimanche, les attaques contre les prud'hommes, la défiscalisation des dividendes, la privatisation d'aéroports, la suppression des peines de prison pour les employeurs s'attaquant au droit syndical… étaient constitutifs d'une politique de gauche.

Les nouvelles concessions accordées aux grands groupes sont d'autant plus insupportables que 56 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC 40 en 2014. De plus, les dernières révélations sur les 180 milliards d'euros planqués dans des paradis fiscaux par la banque HSBC illustrent l'ampleur quasi industrielle de la fraude fiscale dont bénéficient les plus riches, qui pour leur part, réclament toujours plus de mesures d'austérité pour les populations.

Les forces de gauche qui se sont mobilisées contre la loi Macron doivent se retrouver pour construire l'indispensable alternative à gauche. C'est le sens de l'engagement des élus communistes.

TRIBUNE DE Hubert Wulfranc, Joachim Moyse, Francine Goyer, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Pascal Le Cousin, Daniel Vezie, Nicole Auvray, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élus Droits de cité mouvement Ensemble

La loi Macron, c'est une énorme régression sociale. C'est un scandaleux passage en force anti-démocratique, y compris au sein de la majorité PS.

Hollande, Valls, Macron offrent au grand patronat, au Medef, une loi pour satisfaire leurs désirs. Les mêmes ont déjà bénéficié de millions d'aides financières, d'exonérations. Nous, jamais rien ! L'accent a été mis sur le travail du dimanche qui pénalise plus les femmes mais cette loi, c'est aussi la casse des droits sociaux dans les entreprises, les CHSCT, la casse des services publics… Les salarié-e-s, ceux d'en bas vont encore une fois en payer les frais. L'avenir des jeunes est aussi remis en cause.

La droite et le FN ont voté contre mais parce qu'ils en veulent encore plus pour le patronat. Pour nous, c'est NON ! Gouvernement et patronat ont suffisamment pris dans nos poches. Valls et Macron sont minoritaires à l'Assemblée. C'est dans la rue que ça se passe maintenant. Le 9 avril, les syndicats, dans l'unité, appellent à une journée de manifestation. Prenons nos affaires en main ! Rassemblons-nous, mettons nos forces en commun, exigeons le retrait de la loi, affirmer nos droits sociaux, exiger le partage des richesses. Changeons de politique : l'Humain d'abord !

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élus socialistes et républicains

Il y a 10 ans était votée la grande loi sur le handicap. Pour l'égalité, des principes fondamentaux et de nouveaux droits : accueil, compensation, ressources, scolarité, emploi, accessibilité, citoyenneté.

C'est le cœur d'une politique sociale ambitieuse qui donne la parole aux associations et aux personnes handicapées. Finies les lois particulières, des dispositions sont maintenant prises dans chaque loi.

L'accessibilité universelle ne se réduit pas à l'accès au bâti, c'est l'accès à tout pour tous. Comment parler du « Vivre ensemble » si nous continuons à mettre de côté ceux ou celles qui peuvent se retrouver, à n'importe quel âge, en situation de handicap temporaire ou définitif ?

La République doit accueillir dès le plus jeune âge au sein de l'école tous ses enfants. Ainsi, 8 000 accompagnants et 350 assistants d'éducation dédiés à l'accompagnement individuel ont été recrutés. 28 000 assistants d'éducation (AVS) sont maintenant en CDI, mettant fin à la précarité de toutes celles et ceux qui accompagnaient depuis des années ces enfants.

Beaucoup a été fait, il faut continuer ! Non au repli sur soi. Oui à une vie avec les autres et non à côté des autres. Telle est notre exigeante ambition.

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élus vraiment à gauche, soutenus par le NPA

La guerre menace l'Europe. Hollande et Merkel ont vendu l'est de l'Ukraine à Poutine et aux capitalistes russes, pensant éviter la guerre. Mais avec l'union nationale, le gouvernement nous prépare au pire. Il renforce l'armée, surveille la population, chasse les réfugiés, les sans-papiers, avec l'approbation de la droite et du FN. Sous prétexte de lutte contre les djihadistes, on se méfie de tous les musulmans, puis de tous les jeunes. La jeunesse est embrigadée, les enseignants surveillés. Un mois après « Charlie », la liberté d'expression est menacée par ceux qui prétendaient la défendre, les syndicalistes sont réprimés. Macron supprime les droits des salarié-e-s. Le gouvernement nous soumet aux exigences des banques, étrangle les communes, privatise les services publics, la Santé, la Sécu. Refusons de marcher au pas ! Il faut un front uni des syndicats contre la loi Macron. Il faut un front uni des organisations ouvrières en soutien au peuple grec contre la Banque centrale européenne. D'Athènes à Donetsk, de Paris à Madrid, de Berlin à Moscou, toute l'Europe des travailleurs et des opprimé-e-s doit s'unir contre les capitalistes fauteurs de chômage, de misère, de racisme et de guerre.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche

BON À SAVOIR

Comment voter par procuration

PHOTO: E.B.

Vacances, obligations professionnelles, état de santé… Les électeurs absents de leur domicile pour les élections départementales des 22 et 29 mars 2015 peuvent voter par procuration. La personne qui donne procuration (le mandant) désigne librement la personne qui votera à sa place (le mandataire). Le mandataire doit toutefois répondre à deux conditions : être inscrit dans la même commune que son mandant et ne pas avoir reçu d'autre procuration en France. Afin d'établir la procuration, le mandant doit se présenter au commissariat de police, à la gendarmerie ou au tribunal d'instance de son domicile ou de son lieu de travail. Il doit présenter un justificatif d'identité admis pour pouvoir voter (carte nationale d'identité, passeport ou permis de conduire par exemple) et remplir un formulaire cerfa n° 14952*01, téléchargeable sur le site www.service-public.fr

▼

2 000

C'est le nombre de personnes qui ont signé la pétition des facteurs, soutenue par la CGT. Disponible dans les commerces de la ville et dans les accueils publics, elle dénonce le projet de déménagement du bureau de poste du Madrillet et « une nouvelle dégradation du service public ».

▲

Sommeil et conduite au menu des ateliers seniors

Dans le cadre des ateliers de prévention du vieillissement et afin de maintenir la qualité de vie des retraités, le service vie sociale des seniors propose deux ateliers.

• « Le sommeil, mieux le comprendre pour mieux le gérer » : deux séances de deux heures au cours desquelles seront abordés : le sommeil et les effets du vieillissement, les maladies associées au sommeil, les conseils de prévention (les ennemis du sommeil, les gestes et les attitudes pour bien dormir). Des techniques de relaxation seront expérimentées dans cet atelier. Séances vendredis 13 et 20 mars de 14 à 16 heures au foyer Geneviève-Bourdon.

• « Plaisir, sécurité et sérénité au volant » : une conférence d'une durée de deux heures alternant jeux, mises en situation et conseils pratiques. Une mise à jour du code de la route sera abordée, ainsi que les effets de certaines pathologies sur la conduite. L'atelier pratique animé par un (neuro)psychologue se déroule en trois séances de deux heures. Conférence mardi 24 mars et ateliers pratiques mardis 7, 14 et 21 avril de 14 à 16 heures à la résidence pour personnes âgées Ambroise-Croizat.

Ces journées d'information s'adressent à un public de retraités autonomes.

RÉSERVATIONS CONSEILLÉES auprès du service vie sociale des seniors au 02 32 95 93 58.

RESTOS DU CŒUR

COLLECTE : DES BÉNÉVOLES RECHERCHÉS

Les Restos du cœur de la région rouennaise, pour leur 30e campagne, organisent à nouveau une grande collecte nationale qui aura lieu le week-end des 6, 7 et 8 mars dans les supermarchés. L'association recherche des bénévoles pour assurer cette collecte.

CONTACT au siège des Restos du cœur de la région rouennaise, ad76a.siege@restosducoeur.com ou 02 35 03 02 76. Possibilité de déposer la candidature directement sur le site : http://collecte.restosducoeur.org/

ENQUÊTE

CADRE DE VIE ET SÉCURITÉ

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), en partenariat avec l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), réalise jusqu'au 2 mai, une importante enquête statistique sur le cadre de vie et la sécurité en France métropolitaine. L'enquête, obligatoire, est réalisée sur un échantillon de 22 800 logements, dont certains se situent à Saint-Étienne-du-Rouvray. Ces ménages seront interrogés par Sylvie Delbort, enquêtrice de l'Insee, munie d'une carte officielle. Ils auront été prévenus individuellement par lettre et informés du nom de l'enquêteur. Les réponses fournies lors des entretiens restent confidentielles et serviront uniquement à l'établissement de statistiques.

PLUS D'INFORMATIONS www.insee.fr

COLLECTE

DÉCHETS VERTS

La collecte des déchets verts redevient hebdomadaire à partir de vendredi 13 mars.

SOLIDARITÉ

PAS DE PERMANENCE

Le collectif solidarité ne tient pas de permanence actuellement. Si besoin, prendre rendez-vous au 06 33 46 78 02.

Agenda

DROITS ET DÉMARCHES

LUNDI 16 MARS

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, de 16 h 30 à 18 heures, centre médico-social rue Georges-Méliès.

► Renseignements au 02 76 51 62 61.

MARDI 17 MARS

Permanence du maire

Le maire Hubert Wulfranc tiendra une permanence de 10 à 12 heures à la Mief, Maison d'information sur l'emploi et la formation (quartier Wallon).

JEUDI 19 MARS

Commémoration de la fin de la guerre d'Algérie.

La commémoration du 53e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie aura lieu à 17 h 30 au cimetière du centre et à 18 heures au monument aux morts de la place de la Libération.

SOLIDARITÉ

MERCREDI 11 MARS

Soutien à Kobané

Une réunion publique et culturelle est organisée à la salle festive de 18 à 21 heures. Au programme : projection de documentaires, prises de parole d'associations, restauration, musiques et danses kurdes. Entrée gratuite. Une collecte sera proposée afin de récolter des fonds pour la reconstruction et la défense de la ville Syrienne Kobané.

► Renseignements auprès du Centre de la communauté démocratique kurde de Rouen, 4 rue Ernest-Renan à Saint-Étienne-du-Rouvray.

SENIORS

MARDI 17 MARS

Thé dansant

Le Club de la bonne humeur organise un thé dansant à la salle festive, rue des Coquelicots à partir de 14 h 30. Il sera animé par l'orchestre Viviane et Thierry.

INFORMATION

MARDI 17 ET JEUDI 19 MARS

Petits déjeuners à l'ACSH

L'Association du centre social de La Houssière organise deux petits-déjeuners de 7 heures à 9 h 30. Ils auront pour thème la nutrition. Comment bien manger ? Comment ranger son frigo ? Comment manger équilibrer sur une journée, sur une semaine ? Que donner aux enfants au goûter ? Ces questions seront posées, avec questionnaires, mises en situation, débat et réponses de professionnels. Entrée gratuite.

► Renseignements au 02 32 91 02 33.

LOISIRS

VENDREDI 6 MARS

Loto

Le Football club de Saint-Étienne-du-Rouvray organise un loto à 20 heures à la salle festive, rue des Coquelicots. Ouverture des portes à 18 h 30.

► Réservations au 06 13 33 22 88.

VENDREDI 13 MARS

Loto

La section des cheminots retraités CGT organise un loto de 14 à 18 heures, à la salle Coluche de l'espace des Vaillons, 267 rue de Paris.

► Tél. : 02 35 62 03 51.

SAMEDI 14 MARS

Manille coinchée

Le comité de quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre organise une manille coinchée en individuel à 14 heures, à la salle Coluche de l'espace des Vaillons, 267 rue de Paris.

► Inscriptions à 13 h 30. 8 €.

DIMANCHE 15 MARS

Concours de dominos

La section des anciens combattants ACPG-CATM de Sotteville-lès-Rouen organise concours de dominos à 14 h 15, salle Ambroise-Croizat, avenue de la Libération (bois de la Garenne) à Sotteville-lès-Rouen. Inscription sur place.

► Informations au 02 35 63 20 57.

DIMANCHE 22 MARS

Initiation à l'ornithologie

À l'occasion de la Journée internationale des forêts le 21 mars, le Groupe ornithologique normand met en avant les oiseaux forestiers lors d'une initiation à l'ornithologie. Rendez-vous à 10 heures à la maison des forêts, chemin des Cateliers. Gratuit, tenue discrète et chaussures adaptées. Jumelles utiles mais non indispensables.

► Sur réservation au 06 87 87 03 85 f.branswyck@orange.fr.

VENDREDI 27 MARS

Repas africain et soirée dansante

L'association M'Boumba'so propose un repas africain, soirée dansante avec DJ, expo et tombola à partir de 19 h 30 à la salle festive. 20 € par adulte, gratuit pour les enfants.

► Réservations au 06 87 28 36 66 ou au 06 62 39 24 39 avant le 15 mars.

CULTURE

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 20 MARS

Le rail… vital

Présentation des enjeux et des atouts du train comme outil et instrument de développement économique, social et environnemental, vital pour l'ensemble de la Normandie.

► Espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 35 02 76 90.

DU 13 MARS AU 15 AVRIL

Les Stéphanais exposent

De nombreux artistes participent cette année encore à cette exposition qui regroupe des peintres, des dessinateurs et des sculpteurs stéphanais. Qu'ils soient connus ou moins, ils partageront de nouveau leur plaisir avec le public. Une exposition de qualité, riche par la diversité des techniques, des styles et des genres qui sont présentés.

► Vernissage vendredi 13 mars à 18 heures. Centre socioculturel Jean-Prévost. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

THÉÂTRE

MARDI 10 MARS

Gros-Câlin

de Romain Gary | mise en scène Hélène Mathon

Publié en 1974 par Romain Gary sous le pseudo d'Émile Ajar, *Gros-Câlin* met en scène un employé de bureau qui, à défaut de trouver l'amour chez ses contemporains, s'éprend d'un python… Le comédien Benoît Di Marco, sous la conduite d'Hélène Mathon, s'empare de cette fable émouvante

et drôle sur la solitude de l'homme moderne.

► 20 h 30, Le Rive Gauche.
Billetterie : 02 32 91 94 94.

JEUDI 12 MARS

Spectacle Miroir d'Elles | Marie-Laure Favry

Instantanés de vie de femmes, drôles, tragiques, tendres et graves nourris de textes d'auteurs contemporains. La comédienne croise des visages dans son miroir pour leur donner la parole : femmes endurcies, mères de famille, femmes humiliées ou vieillissantes. De belles histoires où l'émotion supplante le rire avec brio.

► 19 heures, espace Georges-Déziré. Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 83 68.

IMPRO

JEUDI 12 MARS

Match d'impro

PHOTO : M-H.L.

La Gifle propose un match d'impro, de 20 à 22 heures, à l'Association du centre social de La Houssière, espace Célestin-Freinet. 1 € l'entrée.

► Renseignements et réservations au 02 32 91 02 33.

ATELIERS

LUNDI 9 MARS

Voulez-vous jouer avec moi ?

Atelier de théâtre sur le plateau du Rive Gauche, mené par la metteure en scène Hélène Mathon. Pour tous publics dès 14 ans, sans niveau minimum requis.

► De 19 à 21 heures, Le Rive Gauche. Renseignements au 02 32 91 94 94.

VENDREDI 13 MARS

Voulez-vous danser avec moi ?

Tout est dans le titre ! Deux heures de danse sur la scène du Rive Gauche, menées par le chorégraphe Yuval Pick, directeur du Centre chorégraphique national de Rillieux-la-Pape, avant la présentation de sa pièce *Ply* le 17 mars. Ouvert à tous les publics dès 15 ans, sans niveau minimum requis.

► De 19 à 21 heures, Le Rive Gauche.
Billetterie : 02 32 91 94 94.

JEUNE PUBLIC

MERCREDI 4 MARS

Heure du conte

Entre la sieste et le goûter, emmenez vos enfants de 4 à 7 ans écouter de belles histoires !

► 15 h 30, bibliothèque Elsa-Triolet. Entrée gratuite. Renseignements au 02 32 95 83 68.

DANSE

MARDI 17 MARS

Ply | Yuval Pick

La danse de Yuval Pick est à son image de chorégraphe et danseur puissant et singulier. Dans cette création pour cinq interprètes, il a choisi de confronter son écriture avec celle d'Ashley Fure, compositrice américaine. Ensemble, ils bâtissent une architecture sonore et gestuelle, dont l'exploration constitue le sujet même de la pièce.

► 20 h 30, Le Rive Gauche.
Billetterie : 02 32 91 94 94.

CONFÉRENCES

SAMEDI 14 MARS

Deux temps, trois mouvements | Les compositeurs minimalistes

Apparu aux États-Unis dans les années 1960, le courant de la musique minimaliste (ou musique répétitive) développe une approche musicale innovante qui, à partir d'un matériau restreint, immerge l'auditeur dans une atmosphère sonore enveloppante et hypnotique. Par Emmanuelle Bobée, professeure au conservatoire.

► 11 heures, espace Georges-Déziré, salle Leonard-Bernstein. Entrée libre. Renseignements et réservations au 02 35 02 76 89.

MARDI 17 MARS

« Des clés pour une danse »

« De l'autre côté de la scène, les coulisses d'une création » par Marie-Pierre Gibert, anthropologue, avant le spectacle *Ply* de Yuval Pick.

► 19 heures, Le Rive Gauche. Entrée libre. Renseignements au 02 32 91 94 94.

LIVRES, MUSIQUES, FILMS

SAMEDI 14 MARS

SameDiscute

Le rendez-vous des bibliothécaires et des lecteurs pour partager livres, musiques et films. Un moment convivial où chacun vient avec ses coups de cœur et ses envies de découverte.

► 10 h 30, bibliothèque de l'espace Georges-Déziré. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 68.

CONCERT

VENDREDI 20 MARS

Oxmo Puccino

Le « Jacques Brel du rap » en trio acoustique et intimiste dans l'écrin du Rive Gauche, ça ne se manque pas ! Lauréat de deux Victoires de la musique en trois ans, encensé pour sa poésie urbaine, sauvage et universelle, ses incursions dans le jazz et ses inspirations à la Léo Ferré, Oxmo Puccino nous transporte !

► 20 h 30, Le Rive Gauche.
Billetterie : 02 32 91 94 94.

État civil

MARIAGES

David Koch et Charlotte Lefebvre, Stephen Quénel et Dorothée Levitre.

NAISSANCES

Mohammed Benasaid Ziani, Youcef Bennasr, Ayoub Bokich, Amaury Burel, Alix Dam, Télia Figuérédo, Sibylle Gravy, Melda Keles, Élyana Klein, Nélia Lagab, Chloé Legros, Lehna Medjtouh, Helin Mukci Leblond, Ayah Ouaissa, Zakaria Ouchane, Lorenzo Palomino Soto, Liam Polak Carriere, Ayoub Saidi.

DÉCÈS

Madeleine Mahé, Gilbert Roberge, Joseph Blanquet, Hélène Daubeuf, Georges Dussard, Edmonde Héricher, Jean-Pierre Paquin, Ammar Ghouati, Jacqueline Aimé, Catherine Heude, Philippe Malandain, Maurice Moreau, Maria José Rodrigues, Roland Delamare, Claude Delarue, Hélène Cahot.

Toute la rédaction du *Stéphanais* est mobilisée depuis plusieurs mois pour l'écriture et la réalisation du supplément ado, *Recto/Verso*.
PHOTO : M.-H.L.

Les coulisses de l'info

Si la rédaction du *Stéphanais* est rompue aux techniques de la presse généraliste, elle n'a pas encore l'expérience de la presse jeunesse (même si le projet *Recto/Verso* a été mûrement pensé). Rien de mieux, donc, que de demander conseils aux confrères et consœurs !

ACTUALITÉ

Comment les jeunes lisent la presse ?

Anne Ducellier, journaliste au Journal des enfants (JDE), témoigne que la presse d'actualité destinée aux jeunes est toujours d'actualité et qu'elle peut cohabiter avec internet.

La presse destinée aux enfants peut-elle traiter de tous les sujets ?
A. D. : Elle peut le faire et elle doit le faire. Il faut parler aux jeunes sans tabous et avoir l'ambition de développer leur esprit critique afin de les aider à mieux comprendre le monde. Mais cela implique aussi des limites fixées par la ligne éditoriale. On parle beaucoup en ce moment du harcèlement à l'école. C'est un sujet très important auquel le JDE s'est bien sûr intéressé mais sans jamais faire référence au suicide des enfants. Nous ne pensons pas que le fait d'évoquer cette réalité participe réellement à enrichir le sujet, en particulier lorsqu'il s'adresse plus spécialement aux 8-14 ans.

▲ **Fondé en 1984, le JDE est le plus ancien journal d'actualité français destiné aux jeunes. Il affiche un tirage de 40 000 exemplaires, uniquement sur abonnement.**

La recette de la bonne presse jeunesse existe-t-elle ?

A. D. : Si tous les sujets peuvent être traités dans un journal destiné aux jeunes, il faut en revanche utiliser les bons outils pour rendre l'information à la fois intéressante et intelligible. Le premier principe, c'est de faire des textes courts. Pour les journalistes, c'est un exercice redoutable mais c'est le moyen d'aller à l'essentiel. Mais attention, cette nécessité de faire simple ne veut pas dire qu'il faut faire simpliste. Associées au texte, les photos jouent aussi un grand rôle pourvu qu'elles soient légendées et qu'elles permettent d'accéder à une information supplémentaire. Entre la bande dessinée et le schéma, les infographies sont aussi très appréciées par les enfants. Et puis, pour les sujets internationaux, les cartes sont essentielles.

Le support papier et l'internet peuvent-ils coexister ?

A. D. : Sur la base d'un enrichissement mutuel, oui. L'idée n'est pas de dire aux enfants que l'actualité sur internet est moins bonne que sur le papier mais qu'il est important de passer de l'une à l'autre. Quand la place est comptée sur le papier, le site internet permet de mettre en ligne l'intégralité d'une interview ou des informations complémentaires sur un dossier, qu'il s'agisse de texte ou d'images. L'information est trop précieuse pour être perdue ou gaspillée. Mais je remarque que les enfants restent très attachés à l'édition papier qui a encore de beaux jours devant elle.

Et pourtant la société change de plus en plus vite…

A. D. : C'est vrai que sur certains sujets, on ne s'adresse plus aux enfants de la même manière. Il me semble que les jeunes sont plus vifs et plus au courant de ce qui se passe dans le monde. En même temps, ce flux permanent où une information chasse l'autre nécessite d'autant plus qu'ils soient guidés. Le fait de poser des mots sur du papier permet de s'arrêter pour mieux comprendre les grands sujets d'actualité. ■

RECTO/VERSO

Les ados ont leur journal

Glissé avec le 200e numéro du *Stéphanais*, le dernier-né de la presse municipale fera son entrée dans tous les foyers de la commune, jeudi 19 mars.

Ce supplément de 16 pages est destiné aux ados et s'appelle *Recto/Verso*. Il paraît deux fois par an et a pour ambition « *d'être un outil destiné aux 10-14 ans, un âge où on n'est pas forcément lecteur de la presse*, explique Sandrine Gossent, la directrice de l'information. *Mais il aura aussi vocation à circuler entre les générations*. »

Recto/Verso fait la part belle à l'image, moitié sous forme de photographies, moitié sous forme de dessins. Il répond en outre à l'un des axes forts du mandat de la municipalité : la jeunesse. Journal d'information et d'éducation à l'image, il entend également être, « *au plus près des habitudes de consommation de l'information des jeunes* ». Des compléments numériques seront accessibles sur Instagram et sur Twitter à l'adresse rectoverso_ser et bien sûr également sur le site internet de la Ville : saintetiennedurouvray.fr

À PARAÎTRE *Recto/Verso,* supplément ado au *Stéphanais*, printemps-été 2015, sortie jeudi 19 mars.

Ceci est du sexisme : ça vous choque ?

DISCRIMINATION

Sonia Dubès :

« Je suis présidente de l'entreprise Normandie Manutention, à la tête d'une équipe de 220 salariés. Dans les années 1990, quand je faisais mes études à Sup de Co Rouen, les filles s'orientaient le plus souvent vers le marketing et les ressources humaines tandis que les garçons choisissaient la finance et la gestion d'entreprise. Les profils semblaient gravés dans le marbre. Moi, j'ai rapidement intégré Normandie Manutention, une PME familiale et régionale, d'abord en tant que directrice commerciale puis comme présidente. Aujourd'hui, j'ai conscience de faire partie des privilégiées même si j'éprouve encore parfois le besoin de prouver que je mérite ma place. Comme les hommes, j'aime le pouvoir, j'aime gagner de l'argent mais la différence se joue peut-être au niveau de l'affect. Je n'ai pas l'impression d'avoir l'ego placé au même endroit. »

PHOTO : E. B.

Retrouvez l'ensemble de la campagne de sensibilisation réalisée par la Ville contre le sexisme sur saintetiennedurouray.fr